

Nous publions ici l'introduction, par Didier Leschi et Laurent Kestel du livre dirigé par Zeev Sternhell : *L'histoire refoulée. La Rocque, les Croix de feu, et la question du fascisme français*, Paris, Les éditions du Cerf, 2019.



## Présentation du livre

Y a-t-il eu, dans l'entre-deux-guerres, un fascisme français ? Pourquoi cette question demeure-t-elle une controverse historique majeure ? En quoi conditionnet-elle non seulement notre passé, mais aussi notre présent ? Et qui furent vraiment, pour commencer, le colonel La Rocque et les Croix de feu, qui comptèrent plus d'un million d'adhérents à leur apogée ?

Rouvrant ce dossier brûlant en compagnie des meilleurs spécialistes, le grand historien Zeev Sternhell en instruit toutes les zones d'ombre. L'enfièvrement populaire et le culte du chef charismatique, la propension corporatiste et le rejet de la démocratie parlementaire, l'inclination antisémite et l'exaltation du pouvoir autoritaire : chacune de ces dimensions idéologiques fait ici l'objet d'une enquête sans préjugés, mais aussi sans concessions.

Un livre qui fera date sur les méthodes et les finalités en historiographie contemporaine. Un essai qui fera débat parmi les savants, les politiques et par-delà.

*Didier Leschi ainsi que Caroline Campbell, Samuel Kalman, Laurent Kestel, Chris Millington et Kevin Passmore entourent ici Zeev Sternhell, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, lauréat du prix Israël en science politique, et l'auteur, entre autres, de Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France, classé parmi les contributions majeures à l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle.*

# Introduction, par Didier Leschi et Laurent Kestel

Selon Sigmund Freud, le refoulement est défini comme l'opération par laquelle le sujet cherche à repousser ou à maintenir dans l'inconscient les représentations (pensées, images, souvenirs) les plus gênantes[1]. En reprenant de manière métaphorique cette définition du refoulement, nous pourrions dire qu'à l'échelle d'un pays, le refoulement serait la face cachée d'un roman national, où serait logé tout ce qui n'a pas droit de cité dans ce récit mythologique.

Vichy a longtemps été un de ces grands moments-là. Pour conjurer son histoire et masquer ses crimes, la construction du roman national après la Libération s'est faite autour de quelques mythes, en particulier ceux d'une France victorieuse et résistante, d'un régime de Vichy comme le pur produit de la débâcle de 1940, ou encore d'un occupant nazi comme la source principale de l'éradication des principes hérités de la Révolution française. Pour le dire plus clairement : Vichy n'était pas la France, selon la formule employée par le Général de Gaulle en 1944. Consolider le mythe nécessitait de tirer un trait sur cette guerre civile qu'engendra l'Occupation et de réconcilier le pays avec lui-même, ce dont témoigne la rapide mise en œuvre d'amnisties sans cesse élargies dans leur champ d'application entre 1947 et 1953[2] et de produire un récit historique rempli d'images d'Épinal.

Cette volonté de « se réconcilier » avec ses adversaires de la veille n'est cependant pas propre à cette période. La grande historienne de l'antiquité que fut Nicole Loraux a mis au jour à partir de la première amnistie de l'histoire occidentale, celle qui suivit la tyrannie des Trente, ce mouvement des sociétés souhaitant « ne pas rappeler les malheurs du passé » à l'exemple de ce que firent les « résistants » démocrates victorieux en 403[3]. Cette volonté de réconciliation a, consciemment ou inconsciemment, pesé sur les écrits d'historiens de l'après-guerre qui avaient eux-mêmes vécu le tragique de l'histoire. L'école fondée avec talent par René Rémond en garde la trace en ayant soutenu très tôt, au lendemain des malheurs français, que dans l'avant-guerre les groupes de la droite autoritaire, nationaliste, anti-démocratique et anti-Lumières avaient été marginaux, leurs organisations groupusculaires, leurs idéologies floues, leurs programmes peu sérieux. Ces courants d'avant-guerre furent présentés comme ne pouvant être voués qu'à l'échec. En conséquence, Vichy ne pouvait être que le produit de la volonté de marginaux ayant profité de la divine surprise que fut pour eux la défaite pour entourer une figure respectée ayant fait don de sa vieillesse sans pouvoir éviter un naufrage. À travers ce récit, la France pouvait sortir de la guerre et de Vichy plus ou moins indemne et habiller un ego blessé. C'est la thèse des deux Vichy : le Vichy de Pétain paratonnerre de plus grands malheurs pour la France, le Vichy de Laval ayant sombré dans la Collaboration. Thèse qui n'est que le prolongement de la tentative de justification par Pétain, lui-même, de son action durant l'occupation avancée le 11 août 1944 avant de quitter le pays pour Sigmaringen : « s'il est vrai que de Gaulle a levé hardiment l'épée de la France, l'histoire n'oubliera pas que j'ai tenu patiemment le bouclier des Français »[4]. Ce récit permit longtemps de passer sous silence ce que Gérard Noiriel nommera bien des années plus tard les « origines républicaines de Vichy »[5]. Des colloques aussi mondains que scientifiques vinrent conforter cette thèse lénifiante. Ils permirent même d'entendre d'anciens préfets collaborateurs gloser doctement sur la difficile mise en œuvre de la duplicité de Vichy, pour se focaliser selon la formule de Stanley Hoffmann, sur « le Vichy propre, ou le bon Vichy »[6]. C'est à partir de cette matrice historiographique originelle que fut abordé le parcours politique de La Rocque.

Le livre que publie Robert Paxton en 1973, *La France de Vichy*, sonna le glas de cette histoire mythifiée[7]. L'historien américain mit en évidence la dynamique endogène dans les décisions de

Pétain au pouvoir, la célérité avec laquelle le nouveau régime instaure un cadre juridique autorisant les persécutions et un cadre idéologique destiné à rompre avec l'héritage des Lumières et s'exorciser du Front populaire.



Après les éléments mis au jour par Paxton, il apparut évident que l'enracinement de la République et de ses valeurs n'avait non seulement pas empêché l'avènement d'un régime de collaboration avec l'occupant nazi, mais que celui-ci avait été installé avec l'appui d'une grande partie des élites - politiques en premier lieu, mais également administratives, économiques et culturelles[8]. Vichy put ainsi jouer sa partition dans le concert des régimes européens pris dans la dérive fasciste. Et, dans l'Europe occupée, ses dirigeants eurent à cœur de se présenter comme les bons élèves de « l'Europe nouvelle » que voulait mettre en place Hitler.

Pour poursuivre dans la métaphore de la psychanalyse, en matière de défense du moi trône aux côtés du refoulement un autre mécanisme que Freud a nommé le déplacement et dont la fonction est « d'objectiver, de localiser, de circonscrire l'angoisse »[9]. Nous pourrions analyser l'évolution de l'école historiographique fondée par René Rémond comme une opération de déplacement devant l'ampleur des révélations de Paxton. Il s'est en effet agi de changer l'angle de la controverse. L'heure ne fut plus tant d'affirmer la rupture totale de Vichy avec la trinité rémondienne du légitimisme, de l'orléanisme et du bonapartisme que de souligner l'absence de racines dans la société. En dehors d'aventuriers plébéiens comme Doriot, qui sert d'épouvantail afin de mieux absoudre La Rocque[10], ou de parlementaires isolés en quête d'un destin national comme Laval, la France, même si elle n'était pas à Londres, était ailleurs. Vichy ? Un champignon malheureux ayant éclos sur un humus peu profond. La survivance jusqu'à aujourd'hui de cette thèse doit beaucoup à la capacité d'évitement du débat en s'abritant derrière les murs de l'amphithéâtre André Siegfried de l'Institut d'étude politique de Paris.

C'est dans ce contexte idéologique que sont apparus les travaux de Zeev Sternhell. Sa thèse sur Maurice Barrès fut dirigée par Jean Touchard, alors secrétaire général de la Fondation nationale des sciences politiques. Soutenue en 1969, elle avait été saluée par un jury où figuraient notamment René Rémond et le doyen Jean-Jacques Chevalier. Mais c'est véritablement avec la publication, en 1983, de *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France* que va se cristalliser la controverse. En

attestant de la naissance puis de l'existence dans la durée, dès la seconde moitié du XIXe siècle, d'une droite révolutionnaire, anti-Lumières, nationaliste et antisémite, irriguant intellectuellement le champ des droites, Zeev Sternhell est venu ébranler l'édifice de la « thèse immunitaire » selon la formule proposée par Michel Dobry en réponse à l'idée que la France aurait été allergique au fascisme[11].

Dans ce livre, Zeev Sternhell met en effet en évidence que ces courants pourfendeurs de la pensée des Lumières et de l'idée de l'émancipation individuelle et sociale, qui lient la question sociale et la question nationale - sans remettre en cause les structures sociales - sont les précurseurs de la pensée fasciste faites à la fois du refus des Lumières, sans vouloir pour autant un retour à l'Ancien Régime, et d'une révision du marxisme dans les pas de Sorel. Et c'est ainsi que l'existence ou non d'un « fascisme français » est devenue l'une des plus importantes controverses historiographiques de la deuxième moitié du XXe siècle, opposant pendant plus de trente ans d'abord les historiens de Sciences-po à un de ses anciens étudiants. Les réactions furent aussi nombreuses que véhémentes, allant parfois jusqu'à susciter d'étranges commentaires. Son analyse a ainsi pu être considérée comme biaisée du fait de son histoire personnelle d'Israélien rescapé de l'extermination des juifs de Pologne ; de même a-t-on pu lire que les historiens anglo-saxons, trop éloignés des réalités nationales, ne peuvent pleinement saisir les complexités de notre histoire contemporaine[12].

Ces considérations pour le moins étonnantes attestent que c'est essentiellement de l'extérieur du champ des historiens franco-français qu'ont surgi de nouvelles critiques envers la thèse immunitaire. Parmi ces historiens anglo-saxons dont la qualité des travaux a été parfois mise en doute au titre que, n'étant pas français, les nuances des archives leur échapperaient[13], en plus de Robert O. Paxton, il faut citer Robert Soucy, mais également William D. Irving, Samuel Kalman, Kevin Passmore, Samuel Goodfellow, Brian Jenkins, Chris Millington, Sean Kennedy ou encore Caroline Campbell[14]. À l'exception de Soucy, ces auteurs n'ont jamais été traduits en français. Pour trois d'entre eux, ce livre est l'occasion de combler ce manque et de permettre ainsi à un lectorat francophone de découvrir certains aspects de leurs travaux et des analyses qu'ils renferment. Plusieurs d'entre eux ont permis de souligner que bien avant la débâcle, des franges importantes de la société française et notamment de ses élites politiques, économiques et intellectuelles ont été sensibles aux aventures fascistes, même si peu s'en réclamaient ouvertement, au nom d'une recherche d'une « formule française ». De même ont-ils permis de mettre en évidence que l'antisémitisme était loin de se réduire aux scansionnements d'un Charles Maurras, mais que la persécution des juifs était espérée bien au-delà, comme en témoigne la publication récente du journal du philosophe Alain, idéologue organique du parti radical et, de fait par extension, l'idéologue quasi-officiel de la IIIe République. Derrière ses écrits promouvant la morale républicaine et le pacifisme, le philosophe n'en souhaitait pas moins d'autres possibles, fort peu républicains. Dans l'intimité de ses écrits, en date du 22 juillet 1940, il en vint par exemple à souhaiter la victoire de l'Allemagne « car il ne faut pas que le général de Gaulle l'emporte chez nous » ; de même voyait-il en l'auteur de *Mein Kampf* « un esprit moderne, un esprit invincible », traitant de la « question juive » avec « une éloquence extraordinaire et une remarquable sincérité »[15]. Sans doute les tenants de la thèse immunitaire pourront-ils se consoler en considérant que l'existence de cette parole intime atteste d'une réticence à la rendre publique. Mais cela prouve à quel point l'antisémitisme était étendu bien au-delà du cénacle des plumitifs sinistres qui vomissaient leur haine dans les colonnes d'une presse d'extrême droite. Car, en contrepoint du déshonneur caché d'Alain, on ne peut oublier le grand écho qu'attestent les tirages des journaux antisémites, *Gringoire*, *L'ami du peuple*, *Je suis partout* dirigé jusqu'en juillet 1943 par le talentueux Brasillach, ou encore *Au Pilon*, dont une des spécialités était d'appeler les bons citoyens à dénoncer les « Juifs »[16]. Il y a aussi l'écho qu'aura rencontré Lucien Rebatet, auteur de ce qui est souvent présenté comme le best-seller de l'Occupation, *Les Décombres*, édité par Denoël à l'été 1942. Un appel au meurtre de la « juiverie » vendu à près de 200 000 exemplaires[17]. Ou encore le succès du film de propagande antisémite

nazi voulu par Joseph Goebels, Le Juif Süß, sorti en France en février 1941 et qui sera projeté jusqu'en 1944 pour un nombre de spectateurs estimé à un million. Tout cela bien sûr ne saura faire ignorer les multiples actes de solidarité et même plus de nombres de Français, fonctionnaires ou non, désapprouvant la persécution des juifs[18].

En dehors des historiens anglo-saxons, il nous faut également souligner l'importance des travaux du politiste Michel Dobry avec lequel les tenants de la thèse immunitaire auront refusé de débattre, accompagnant cette posture d'un certain mépris[19]. Michel Dobry a procédé à une déconstruction méthodique de la thèse immunitaire, de ses présupposés méthodologiques et intellectuels, en particulier sur la finalité des classements en sciences sociales réductrice de la complexité des objets. Il n'a pas seulement été à l'origine du premier ouvrage, regroupant chercheurs français et étrangers, remettant en cause la thèse immunitaire[20] ; il a été un des premiers à considérer que les Croix de feu et le parti social français n'étaient pas un mouvement de masse républicain qui, par son existence même, aurait eu pour effet de contenir la menace fasciste en France. Cette thèse défendue en particulier par Serge Berstein et ses épigones rendait d'ailleurs encore plus incompréhensible la fidélité du colonel de La Rocque à Pétain et la reprise par le régime de Vichy de la devise « Travail Famille Patrie » que La Rocque avait mise à l'honneur avec ses mouvements[21].

C'est ici que se joue véritablement l'appréciation de ce que fut le mouvement Croix de feu entre 1933 et Vichy. La Rocque et ses mouvements dans leurs diverses formes constituent à la fois le « pivot du débat », selon les termes de René Rémond, et la pierre angulaire du refoulement. Croix de feu et PSF ont donc été l'objet de plusieurs publications ces dernières années[22].

Afin de contrer les mises au jour de ce que Didier Leschi avait nommé « l'étrange cas La Rocque »[23], les tenants de la thèse immunitaire publièrent en 2014 ses « carnets de mémoire ». Dans la présentation qu'il en donne, Serge Berstein a ainsi eu à cœur de souligner que, n'ayant pas eu de responsabilité au sein du régime de Vichy, La Rocque ne pouvait être un « fasciste ». Pour l'historien du radicalisme, il fut tout au long de sa trajectoire et, jusqu'au bout, un « républicain en marge de la République » ayant accepté « pour l'essentiel, l'héritage de la Révolution française »[24], refusant les discriminations antisémites, ayant suivi fidèlement, mais d'une fidélité sans conscience comme peuvent l'être parfois les militaires, le Maréchal Pétain. Sans plus. Et quand bien même « l'idéologie du nouveau régime [serait] plus proche de celle du PSF »[25], La Rocque n'en serait pas moins demeuré profondément « républicain ». C'est d'ailleurs le titre retenu pour cette publication : « Pourquoi je suis républicain », reprenant ainsi celui d'un texte de Marc Bloch, publié dans l'organe clandestin du comité général d'études de la résistance en 1943[26]. Un lecteur peu averti trouverait sans doute matière à établir un parallèle entre le parcours de ces deux hommes et de considérer, en toute bonne foi, que, dans les années noires, la République aurait eu un continuum de partisans allant de Marc Bloch à La Rocque[27]. Nous pourrions noter tout d'abord que les tenants de la thèse immunitaire sont allés au-delà de l'analyse de Jacques Nobécourt, qui voyait en La Rocque non pas tant un « républicain » qu'un « nationaliste chrétien » qui erra dans ses principes au point de s'y perdre et de le payer de sa vie dans un cachot de la Libération. Mais outre le fait qu'il est fort peu probable que La Rocque ait, à l'époque, eu connaissance du texte de Marc Bloch, cette référence est porteuse en elle-même de l'ambiguïté de cette période - 1943 après Stalingrad - où beaucoup commencent à sentir que le vent tourne, et où des Vichyssois convaincus passent à la Résistance ou se découvrent une âme d'opposants à Pétain. Où même Robert Brasillach estime après la chute du Duce, le 23 juillet 1943 qu'il ne faut plus céder au « don-quistisme » parce que le combat est désormais perdu, et souhaite transformer Je suis partout en revue littéraire[28]. Mais contrairement à Marc Bloch, La Rocque confondra jusqu'au bout, parce qu'il était sur le plan idéologique en accord avec l'essentiel de la Révolution nationale, fidélité à Pétain et intérêt de la patrie.

Et s'abriter derrière l'usage par La Rocque, et d'autres, du mot « république » ne peut sauver ceux qui ont participé au naufrage du siècle. Car, c'est oublier à quel point le terme même de «

République » chez beaucoup de nationalistes de l'entre-deux-guerres et même sous l'occupation servait à se démarquer d'une étiquette fasciste mettant à mal le sentiment nationaliste[29], sans en accepter la chose. La polysémie donnée par ces différents courants au mot permit à la fois son utilisation par un Taittinger qui fonda, après la dissolution de sa ligue en 1936 les Jeunesses patriotes, un « parti républicain national et social ». À un Marcel Déat de se vouloir la « gauche » de la Collaboration, se réclamant non seulement de la République, mais même de 1793 au cœur de la Collaboration[30]. Mais cela n'était pas nouveau. Bien avant déjà Déroulède proclamait la nécessité que se mette en place une « république plébiscitaire », et nombreux furent les antidreyfusards se voulant « républicains » tout en réfutant l'héritage de la pensée des Lumières. Chez les « nationaux » être républicain c'était ne pas se vouloir monarchiste, c'est-à-dire être emprisonné dans une formule du passé, dans les « vieilles doctrines » selon les formules en usage, tout en on ne pouvant toujours éviter d'être aspiré par la roue de l'Action française. L'usage du mot n'est ainsi nullement un gage de respect des institutions démocratiques, une adhésion aux valeurs de la république libérale ou sociale-démocrate. Ainsi, La Rocque, quand il popularise son dernier projet politique où apparaît l'idée d'une « république nouvelle », affirme s'inspirer de l'Espagne de Franco, du Portugal de Salazar, et de régimes jugés « si proches de nous par leurs origines ethniques et par leur civilisation ancestrale »[31]. Il propose ainsi aussi une sorte de corporatisme social tournant le dos à la démocratie libérale.

Voilà quel « républicain » était La Rocque.

Le dernier exemple en date de cette défense arc-boutée de la thèse immunitaire est le livre collectif dirigé par Serge Berstein et Jean-Paul Thomas, *Le PSF, un parti de masse à droite*, publication des actes du colloque organisé en janvier 2014 par le centre d'histoire de Sciences-Po[32]. Inlassablement, la plupart des contributeurs du livre défendent l'idée selon laquelle le Parti social français, par ses fondements idéologiques et sociaux, ne saurait être rattaché au « fascisme ». En ouverture du livre, Jean-Noël Jeanneney considère que « l'extension du domaine du fascisme jusqu'au PSF » résulte d'un « effet de rémanence rétinienne » puisant dans la « simplicité binaire » des combats politiques post-6 février 1934[33]. Le sous-titre – un parti de masse à droite – résume à lui seul la tonalité du livre, en même temps qu'il souligne les différences d'appréciations quant à l'identité de ce parti. Parti de masse à droite ; néo-bonapartiste ; à la droite de la démocratie chrétienne ; préfigurateur du RPF par l'élan modernisateur et la volonté de rassemblement national ; amalgame improbable de parti conservateur sur le plan de l'idéologie et de parti socialiste/communiste s'agissant de son organisation... Même pour les tenants de la thèse immunitaire, définir le PSF est une entreprise intellectuelle visiblement délicate. À la lecture des différentes contributions, il est possible d'envisager ce parti comme à la fois moderne et archaïque ; hostile au laisser-faire économique de la droite classique et farouchement opposé à l'intervention de l'État dans l'économie ; jouant – tardivement – le jeu des élections tout en rejetant ce que La Rocque nommait, dans *Service public*, « l'électoratisme » (« cette déformation trop souvent répandue qui voit dans les verdicts du suffrage universel un but supérieur »[34]) ; favorable au vote des femmes, mais aussi au vote familial[35] ; parti antisystème s'attirant les faveurs des élites établies ; récusant l'antisémitisme tout en abritant de puissantes fédérations antisémites (Lorraine et Algérie) ; etc. Peu importe l'étiquette, au fond, pourvu qu'on ne lui accole pas celui « d'extrême droite » – « contresens polémique et instrumental », selon Jean-Paul Thomas[36] – et encore moins « fasciste ». Si l'on peut discuter à loisir pour savoir si le profil politique de La Rocque correspond à « l'essence du fascisme », il y a loin toutefois d'en faire un républicain précurseur du Gaullisme. Car c'est aussi oublier un peu vite l'écart dans la défense des valeurs entre le Chef de la France libre et Pétain aux moments clés de notre histoire. On peut se demander si, en lieu et place d'un « effet de rémanence rétinienne », il ne s'agirait pas d'une forme de cécité tout à fait singulière.

Rappelons enfin que, pour Freud lui-même, le refoulement n'est pas l'unique procédé dont dispose le

moi pour ses intentions. Des stratégies plus conscientes sont parfois mobilisées à cette fin. Pour illustrer ce point, Zeev Sternhell viendra clore ce livre sur l'évolution académique de Michel Winock qui, avant d'être un des plus ardents défenseurs de la thèse immunitaire, fut d'abord l'éditeur enthousiaste du livre *Ni droite, ni gauche* !

Quoi qu'il en soit, une telle confusion n'aide pas à saisir ce qui a pu se jouer et saper les fondements de l'héritage issu de la Révolution française et donc la République libérale était un des aspects. À l'heure où ressurgissent dans de nombreux pays d'Europe - et au-delà - des mouvements d'extrême droite nationaliste et xénophobe ; où les démocraties sont ébranlées dans leurs fondements par les crises du néolibéralisme et l'émergence de pratiques autoritaires[37], ce livre entend mettre au jour ce refoulement d'un moment particulier de l'histoire du XXe siècle en même temps que d'inviter à « comprendre le présent par le passé », pour reprendre la formule célèbre de Marc Bloch[38].

## Notes

[1] Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis, *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, PUF, 2005 [1967].

[2] Sur le rôle des amnisties d'après-guerre, voir Sophie Wahnich (dir), *Une histoire politique de l'amnistie*, PUF, 2016. La première amnistie est incluse dans une loi d'amnistie plus large signée par Vincent Auriol en août 1947 où quelques articles concernant les collaborateurs condamnés pour avoir écrit ou distribué des documents « contraires aux intérêts du peuple français » mais sans manquer à « leur devoir d'attachement à la France » (sic). En janvier 1951 est votée une amnistie concernant uniquement les faits de collaboration ayant entraîné une peine de prison inférieure à quinze ans. Elle est complétée par une loi d'août 1953 qui a pour but, en particulier de rendre de nouveau éligibles pour toutes les élections, les personnes déchues de ce droit par l'ordonnance du 21 avril 1944 (ordonnance relative à l'organisation des pouvoirs publics après la Libération). Les hommes politiques ayant donné leur soutien à Vichy peuvent retrouver leur place, au moins au niveau local. Cette mesure permet en outre de légaliser des élections dont les vainqueurs n'auraient même pas dû se présenter compte tenu de l'ordonnance du 21 avril 1944. Après 1953, moins de cent personnes restent emprisonnées pour faits de collaboration.

[3] Nicole Loraux, « Éloge de l'anachronisme en histoire », dans *Espace-Temps*, 87-88, 2005.

[4] Dernier message du Maréchal Pétain, 11 août 1944. Dans le même message Pétain, dans une vaine tentative pour sauver quelque chose, appelle « ceux qui m'ont obéi, ont bien servi la France » à s'unir « autour du chef le plus capable de les unir ». C'est ce que va tenter La Rocque qui trouvera porte close. La thèse du bouclier sera au centre du travail de Robert Aron, *Histoire de Vichy - 1940-1944*, éd. Fayard, coll. « Les grandes études contemporaines », Paris, 1954. C'est cette thèse qui est à la base du plaidoyer d'Éric Zemmour en défense de Pétain, *Destin Français*, Paris, Albin Michel, 2018.

[5] Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999.

[6] Voir le compte-rendu de Stanley Hoffmann du livre *Le Gouvernement de Vichy*. Institutions et politiques [Rapports et extraits des débats du colloque qui s'est tenu à la Fondation nationale des sciences politiques les 6 et 7 mars 1970], A. Colin, 1972 dans la *Revue française de science politique* (23-3, 1973, p. 626-630), et dans lequel il souligne les « lacunes » de ce colloque. « Il n'y a presque rien sur le personnel politique et la politique économique, sur la législation répressive, les lois d'exception, Riom, l'enseignement, la milice et la police, la propagande et la censure. [...] C'est

ce qu'on pourrait appeler le Vichy propre. »

[7] Robert Paxton, *La France de Vichy*, Le Seuil, 1973.

[8] Marc-Olivier Baruch, *Servir l'État français, L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997.

[9] Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis, *op. cit.*, p. 117.

[10] Voir à ce propos la contribution dans le présent ouvrage de Laurent Kestel.

[11] Serge Berstein, « La France des années 30 allergique au fascisme. À propos du livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n° 2, avril 1984, ainsi que « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième siècle*, n° 5, janvier-mars 1985. Sur l'historique de l'élaboration de la thèse immunitaire, de sa formulation initiale à partir du livre de René Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, 1954, et son développement, voir Michel Dobry, « La thèse immunitaire face au fascisme. Pour une critique de la logique classificatoire » dans *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003.

[12] Ainsi ce commentaire de Serge Berstein retraçant la vie de Zeev Sternhell, enfant juif pendant la guerre, rescapé des ghettos de Pologne, soulignant que « les souffrances subies, les risques encourus, les tragédies personnelles et collectives qu'il a traversés [...] permettent aussi de comprendre que l'universitaire ne puisse considérer les travaux qu'il entreprend pour étudier le fascisme comme une simple recherche scientifique qu'il pourrait aborder avec sérénité et détachement ». Le tout laissant entendre qu'il est trop personnellement impliqué dans son combat contre le fascisme pour ne pas élaborer un propos « tout armé de son cerveau ». Voir Serge Berstein, « Une bien étrange approche de l'histoire », dans *Fascisme français, la controverse*, sous la direction de Serge Berstein et Michel Winock, introduction de Jean-Noël Jeanneney, CNRS éditions, 2014. Dans son introduction Jean-Noël Jeanneney fait part de sa « réaction apitoyée » envers le « vaillant paladin » qu'est Zeev Sternhell...

[13] Voir en ce sens l'étonnante contribution de Jean-Paul Thomas, tout armé du souhait de faire sentir le mépris que peut avoir « un professeur honoraire de chaire supérieure » vis-à-vis de mauvais khâgneux, dans « Croix de feu et PSF : les variations de Zeev Sternhell », dans *Fascisme français, la controverse*, CNRS éditions, 2014.

[14] Robert Soucy, *French fascism, The first wave, 1924-1933*, New Haven et Londres, Yale UP, 1986 et *French fascism. The second wave. 1933-1939*, Yale University Press, 1997, trad. fr. *Fascismes français ? 1933-1939*, Autrement, 2004 ; William D. Irving, « Fascism and the strange case of the Croix de feu », *Journal of Modern history*, 63, juin 1991 ; Samuel Kalman, *The extreme right in interwar France. The Faisceau and the Croix de feu*, Aldershot, Ashgate, 2008 ; Samuel Goodfellow, *Between the Swastika and the cross of Lorraine, Fascism in interwar Alsace*, Delkalb, North Illinois University Press, 1999 ; Brian Jenkins, *Nationalism in France. Class and nation since 1789*, London, New York, Routledge, 1990 ; Brian Jenkins & Chris Millington, *France and Fascism : February 1934 and the Dynamics of Political Crisis*, Routledge, Abingdon, 2015 ; Caroline Campbell, *Political Belief in France, 1927-1945 : Gender, Empire, and Fascism in the Croix de Feu and Parti Social Français*, LSU Press, 2015.

[15] Alain, *Journal inédit, 1937-1950*, édition établie et présentée par Emmanuel Blondel, Les Équateurs, 2018.

[16] Laurent Joly, *Dénoncer les juifs sous l'Occupation*, CNRS Édition, 2017. Voir aussi Pascal Ory, *Les Collaborateurs*, Seuil, Points-histoire, 1980, Annexe IV (La presse parisienne, quelques chiffres),



p. 283 et 284.

[17] Bénédicte Vergez-Chaignon, Lucien Rebatet, *Le dossier Rebatet*, Robert Laffont, 2015.

[18] Laurent Joly, *L'État contre les juifs, Vichy, les nazis et la persécution des juifs*, Grasset, 2018.

[19] Serge Berstein utilisant pour tenter de décrédibiliser ces « quelques politologues disciples de Pierre Bourdieu » les termes de « stalinien zélé », auteur de « pamphlet ». Voir Serge Berstein, « Pour en finir avec un dialogue de sourds. À propos du fascisme français », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007/3, p. 243-246.

[20] *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, sous la direction de Michel Dobry, Albin Michel, 2003. Ont contribué à cet ouvrage collectif, outre Michel Dobry, Annie Collovald, Bruno Goyet, Brian Jenkins, Didier Leschi, Robert O. Paxton, Violaine Roussel, Gisèle Sapiro et Zeev Sternhell.

[21] Les partisans de l'immunité arguent que cette formule mise en avant par les Croix de Feu à partir de 1933 était présente dans la constitution de 1848. C'est aller un peu vite en besogne. Le paragraphe IV du préambule de la Constitution de 1848 débute par la devise : « IV. - (La France) a pour principe la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Elle a pour base la Famille, le Travail, la Propriété, l'Ordre public. ». Elle se trouvait surtout en germe dans le slogan « Patrie, famille, travail » lancé en 1902 par le syndicaliste Paul Lanoir au sein de la fédération nationale des jeunes de France. Voir Zeev Sternhell, *la droite révolutionnaire*, *op. cit.*

[22] Et d'abord la biographie de Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Fayard, 1996.

[23] Didier Leschi, « L'étrange cas La Rocque », dans Michel Dobry, *op. cit.* p. 155-194.

[24] La Rocque, « Pourquoi je suis républicain », Le Seuil, 2014, voir l'introduction de Serge Berstein, p. 12.

[25] *Ibid.*, p 18.

[26] Marc Bloch, « Pourquoi je suis républicain », dans *L'étrange défaite*, Folio, Gallimard, 1990, p. 215.

[27] Il faut quand même avoir une conception du métier d'historien un peu particulière et se situer dans une telle impasse méthodologique pour cautionner un tel parallèle.

[28] Mis en minorité par les « durs » de la rédaction, il démissionne du journal, remplacé par Pierre-Antoine Cousteau à la rédaction en chef.

[29] Voir Laurent Kestel, *La conversion politique, Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Raisons d'agir, 2012. Encore que, on ne peut oublier que Mussolini remis en selle en septembre 1943 par les armées allemandes tente une République de Salò et transforme le Parti national fasciste en Parti fasciste républicain.

[30] Marcel Déat va jusqu'à faire un « parallèle entre Hitler et Robespierre, à un rapprochement inattendu entre la phase jacobine de la Révolution française et le national-socialisme », car « le jacobinisme de type robespierriste n'était pas seulement autoritaire, il était mystique et totalitaire » fin 1943. Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 990 pages, 1989, p. 784 et 785.

[31] *Le Petit Journal*, 16 décembre 1942, « Orientations françaises ». Dans *Le Petit Journal* du 21-22

décembre, La Rocque revient sur l'exemple du Portugal.

[32] Serge Berstein et Jean-Paul Thomas, (sous la direction), *Le PSF, Un parti de masse à droite*, CNRS édition, 2016.

[33] *Op. cit.*, p. 8. On verra sur le problème de la violence et des affrontements la contribution de Chris Millington. Et sur les différents effets de politisation par l'affrontement et des drames, Gilles Vergnon, *Un enfant est lynché, l'affaire Gignoux*, 1937, PUF, 2018.

[34] Lt Colonel de La Rocque, *Service public*, Édition Bernard Grasset, 1934, p. 91. Le livre de La Rocque écrit après le 6 février 1934 est édité en Allemagne en 1936 : La Rocque, François de Staatsdienst am Volk (service public)/mit einer Einführung von Walter Gruber. [Übersetzung aus dem Französischen von W. Stellbogen]

[35] Revendication qui n'a rien de « féministe », et Caroline Campbell dans le présent ouvrage rappelle le sens de l'investissement politique des femmes nationalistes. Faut-il ajouter que Xavier Vallat, encore Croix de Feu, au moment où il traite Léon Blum de « talmudiste subtil » à la chambre des députés le 6 juin 1936, est le quatrième orateur inscrit de la séance et le premier à saluer par politesse « Mesdames et Messieurs » les membres du Gouvernement, soulignant ainsi la goujaterie de ses collègues qui l'ont précédé. Il commence ainsi son propos : « Je n'aurai pas beaucoup de félicitations à adresser à M. Léon Blum, je tiens à le féliciter (d'avoir fait entrer les femmes) dans le Gouvernement parce que j'y vois la promesse formelle que le Gouvernement obtiendra du Sénat le vote de la loi donnant aux femmes l'éligibilité et l'électorat » ; *Annales de la Chambre des députés*, séances du 6 juin 1936, p. 1326. Le programme du PSF, s'il se prononce pour le vote des femmes donne une place particulière à l'épouse « La place de la femme mariée et, à plus forte raison, de la mère de famille, est au foyer », un « retour des femmes au foyer » que doit permettre le versement d'un sursalaire, PSF, *Une mystique, un programme*, SEDA, p. 33.

[36] Jean-Paul Thomas, « Le PSF dans l'éventail des droites françaises, continuité ou mutation ? », dans Serge Berstein et Jean-Paul Thomas, *Le PSF, un parti de masse à droite*, CNRS édition, p. 80.

[37] On fait référence ici en particulier aux travaux de Wendy Brown, notamment *Démocratie et identité face au néolibéralisme*, Paris, Nathan Rulens, 2018, ou au récent livre de Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme*, La Découverte, 2018.

[38] Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, 7e éd. Armand Colin, 1974, p. 44-50.